

ment tendant à ne pas dispenser définitivement de majoration de loyers les économiquement faibles (p. 8334, 8335, 8336). = Donne sa démission de Député [23 janvier 1951] (p. 346).

CHEVALLIER (M. Louis), Député de l'Indre.

Son élection est validée [29 novembre 1946] (p. 38). = Est nommé membre : de la Commission de la presse [17 décembre 1946] (p. 102), [26 janvier 1948] (p. 195), [18 janvier 1949] (p. 34). Est élu secrétaire de cette Commission. [*J. O.* du 20 décembre 1946] (p. 10784). — Est nommé membre : de la Commission de l'éducation nationale [19 mai 1948] (p. 2732); de la Commission des moyens de communication et du tourisme [18 janvier 1949] (p. 34), [17 janvier 1950] (p. 300); de la Commission de la marine marchande et des pêches [17 janvier 1950] (p. 300), [23 janvier 1951] (p. 348). — Est désigné pour les fonctions de juré à la Haute Cour de justice (Appl. de l'art. 1^{er} de la loi du 27 décembre 1945) [27 décembre 1946] (p. 370), [4 mai 1948] (p. 2484), [1^{er} juin 1948] (p. 3049). — Est nommé juge suppléant à la Haute Cour de justice (Appl. de l'art. 58 de la Constitution et de la loi organique du 27 octobre 1946) [11 mars 1947] (p. 796).

Dépôts :

Le 5 juillet 1948, une proposition de loi tendant à augmenter la taxe de frais de chambre de métiers, n° 4862. — Le 3 mai 1950, une proposition de loi tendant à accorder à l'Alliance française, association reconnue d'utilité publique, la garantie de l'Etat pour un emprunt de 150 millions de francs, n° 9838. — Le 15 mars 1951, un rapport au nom de la Commission des moyens de communication et du tourisme sur la proposition de résolution (n° 9724) de MM. Theetten et Christiaens tendant à inviter le Gouvernement à procéder d'urgence à la reconstruction définitive du pont de Château-Rouge, à Tourcoing (Nord), n° 12515.

Interventions :

Prend part à la discussion du projet de loi portant réorganisation des compagnies républi-

caines de sécurité; Art. 3 : Amendement de M. Palewski tendant à recruter par priorité, jusqu'au 1^{er} mars 1948, parmi les licenciés [9 décembre 1947] (p. 5583). — Dépose une demande d'interpellation sur les incidents qui ont marqué l'exécution d'un jugement contre le journal *La Marseillaise*, à Châteauroux [31 décembre 1948] (p. 8346). — Est entendu sur les propositions de la Conférence des Présidents : *Débat sur la S. N. C. A. C.* [21 juin 1949] (p. 3568). — Prend part à la discussion du projet de loi portant fixation des dépenses militaires pour 1949; Etat C, Chap. 331 : *Matériel de série de l'armée de l'air* [23 juin 1949] (p. 3707). = S'excuse de son absence [6 avril 1949] (p. 2120), [5 décembre 1950] (p. 8618). = Obtient des congés [6 avril 1949] (p. 2120), [5 décembre 1950] (p. 8618).

CHEVALLIER (M. Pierre), Député du Loiret.

Son élection est validée [29 novembre 1946] (p. 39). = Est nommé membre : de la Commission de l'agriculture [17 décembre 1946] (p. 102); de la Commission de la reconstruction et des dommages de guerre [17 décembre 1946] (p. 102), [26 janvier 1948] (p. 195), [18 janvier 1949] (p. 34), [17 janvier 1950] (p. 300), [23 janvier 1951] (p. 348). Est nommé vice-président de cette Commission [8 décembre 1948] (F. n° 337). — Est nommé membre : de la Commission des finances [4 août 1950] (p. 6614), [23 janvier 1951] (p. 347); de la Commission des immunités parlementaires [25 avril 1950] (p. 2807). — Est appelé à figurer sur la liste des jurés de la Haute Cour de justice (Application de l'ordonnance du 18 novembre 1944), Session du 7 décembre 1948 [30 novembre 1948] (p. 7302), Session du 14 juin 1949 [7 juin 1949] (p. 3172).

Dépôts :

Le 12 décembre 1946, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à prendre rapidement les mesures nécessaires en vue d'accorder aux vieillards des hospices une somme mensuelle de trois cents francs à titre d'argent de poche quelle que soit la catégorie à laquelle ils appartiennent, depuis le début de leur hospitalisation, n° 58. — Le 12